

EAU 17 et sa Régie la RESE 17
Service Achats

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE FOURNITURES

Avis d'Appel Public à la Concurrence

1. Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Eau 17 et sa Régie la RESE - 131 COURS GENET - CS 30551 - 17119 SAINTES CEDEX

Téléphone : 0546923955 - Courriel : marche.public@rese17.fr

Type d'organisme : Autre

Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : NON

Affaire suivie par : Mme LAURENCE ROYER-BILLON Acheteuse

2. Objet du marché : FOURNITURE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL

Type de fourniture/service : Achat

Classification CPV :

18300000-2 Articles d'habillement

Objet principal

Code NUTS : FRI32

L'avis implique : un marché

Type de procédure : Procédure adaptée - article R2123-1 1° du Code de la commande publique

3. Caractéristiques principales :

FOURNITURE DE VÊTEMENTS DE TRAVAIL

La procédure d'achat du présent avis est couvert par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON

Forme du marché : sans minimum et avec maximum

4. Allotissement :

Prestations divisées en lots : NON

5. Variantes :

Les variantes sont autorisées.

6. Durée du marché ou délai d'exécution :

Délai d'exécution : 1 an

Point de départ : Notification

Reconduction : 1 fois pour une période de 1 an, soit une durée totale de 2 ans

7. Conditions relatives au marché :

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Pas de forme imposée. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Unité monétaire utilisée : euro

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue Française ainsi que les documents de présentation associés.

8. Conditions de participation :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>

Le marché est réservé à des ateliers protégés : NON

Le marché sera exécuté uniquement dans le cadre de programmes d'emplois protégés : NON

La prestation est réservée à une profession particulière : NON

9. Justifications à produire par le candidat :

Candidature :

- Lettre de candidature (DC1 ou équivalent, version en vigueur) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Dans tous les cas, l'attention du candidat est attirée sur le fait que le DC1 ou la lettre de candidature contiennent les déclarations sur l'honneur actualisées et visées aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2141-7 et suivants du Code de la commande publique. Aucune autre attestation sur l'honneur n'est nécessaire à ce stade, dès lors que ce formulaire est fourni. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra donc remise d'une déclaration sur l'honneur.

- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ou équivalent, version en vigueur)

- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le/les candidat(s)

- Preuve de l'inscription du candidat à un registre professionnel ou extrait K bis, datant de moins de 3 mois.

- Attestation d'assurance des risques professionnels

- Renseignements relatifs à la capacité économique et financière :

Déclaration concernant le chiffre d'affaire global ainsi que celui du domaine concerné par ce marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

- Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle :

- ✓ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement sur les 3 dernières années ;

- ✓ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

- ✓ Les références du candidat au cours des 3 dernières années pour des prestations équivalentes, avec indication des quantités, des noms des clients publics ou privés, de la date et des montants des marchés

- ✓ Certificat de qualification professionnelle (preuve par tous moyens) : à cette fin, le candidat devra indiquer les qualifications professionnelles dans le domaine de la consultation.

- Le plan de continuité d'activité :

Un plan de continuité d'activité (PCA) a pour objet de décliner la stratégie et l'ensemble des dispositions qui sont prévues pour garantir la reprise et la continuité des prestations à la suite d'un sinistre ou d'un événement perturbant gravement le fonctionnement normal.

A ce titre, l'entité adjudicatrice souhaite que le candidat présente celui-ci dans les pièces de la candidature puisque ce plan entre pleinement dans les capacités techniques et professionnelles d'un opérateur économique.

Le candidat devra donc présenter une réelle démarche préalable visant à mettre en œuvre des stratégies de protection et garantissant la continuité dans l'exécution du marché.

Le plan présenté devra expliciter la gestion des risques, la gestion de crise, l'intervention, le maintien et la reprise d'activité.

Les candidats sont également informés que tous les justificatifs demandés devront, s'il y a lieu, être accompagnés d'une traduction en langue française.

Enfin, il est rappelé que l'absence de référence relative à l'exécution de marchés ou accords cadre de même nature ne pourra justifier l'élimination d'un candidat et ne dispensera pas l'entité adjudicatrice d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

En cas de réponse sous forme d'un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire devra joindre aux justificatifs de candidature les documents nécessaires attestant de ses habilitations à représenter les autres membres du groupement.

Contenu de l'offre :

- L'acte d'engagement

- Le bordereau des prix unitaires

Tout bordereau devra être renseigné de manière COMPLETE sous peine de déclarer l'offre irrégulière.

Un exemplaire au format PDF devra être fourni.

- Le mémoire technique

Celui-ci devra suivre les règles de rédaction imposées par l'entité adjudicatrice et respecter au minimum les obligations contractuelles détaillées au CCTP.

10. Critères d'attribution :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Valeur technique (50 %)	Appréciée en fonction des différents éléments transmis dans le mémoire technique.
2. Prix (30 %)	Le critère prix sera jugé sur le montant tel qu'il résulte du DQE Le critère prix sera jugé sur le montant tel qu'il résulte du DQE "masqué". Le DQE "masqué" est un document édité à partir du BPU. Celui-ci est déterminé avant le lancement de la consultation, non porté à la connaissance des soumissionnaires puis complété lors de l'analyse avec les prix unitaires renseignés par l'entreprise dans son BPU. Le DQE "masqué" est un document non communicable à un tiers pendant toute la période de consultation des entreprises et jusqu'à la notification.
3. Les conditions de livraison (10 %)	Le critère du délai de livraison pourra être analysé selon deux méthodes distinctes : - Soit sous forme d'un engagement des opérateurs économiques à procéder à la livraison à la période imposée par l'entité adjudicatrice : note maximale attribuée à l'ensemble des sociétés ayant pris l'engagement - Soit sous forme d'un nombre total de jours nécessaires à la livraison de l'équipement demandé, et ce, à partir de la réception de l'ordre de service émis par l'entité adjudicatrice.
4. L'organisation (10 %)	Organisation de la prestation (modalités, délais...)

11. Délai :

Date et heure limite de réception des offres : **le 25/09/2024 à 18H00**

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres

12. Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par l'entité adjudicatrice : 24-13-01

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels additionnels :

Par téléchargement via la plate-forme Marchés Sécurisés

Profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Renseignements complémentaires : via le profil acheteur

13. Date d'envoi du présent avis à la publication : le 11/07/2024

Avis publié à : BOAMP – Marchés Sécurisés –

14. Adresses

Adresse et points de contact auprès desquels le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenus : SERVICE ACHATS – Profil acheteur

Profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle les propositions doivent être envoyées :

Mode de réception : **uniquement par voie électronique sur le profil acheteur**

Renseignements administratifs et techniques :

<https://www.marches-securises.fr> - Correspondant : SERVICE ACHATS

15. Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS

HOTEL GILBERT

15 RUE DE BLOSSAC

BP 541 86020 POITIERS CEDEX (France)

Téléphone : 0549607919 - Télécopieur : 0549606809

greffe.ta-poitiers@juradm.fr - <http://poitiers.tribunal-administratif.fr>